

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	7
INTRODUCTION	9
FONDEMENTS, PRINCIPES ET AXES DE LA STRATÉGIE DE L'INEADEC 2025 – 2029	
SECTION 1. BREF HISTORIQUE.	13
SECTION 2. OBJECTIFS ET ACTIVITÉS	13
SECTION 3. STRATÉGIE GÉNÉRALE	14
SECTION 4. QUELQUES RÉALISATIONS ANTÉRIEURES	15
SECTION 5. MOBILISATION DE L'INEADEC POUR LA COOPÉRATION DURABLE	
EUROPE – AFRIQUE	16
SECTION 6. ACTIONS PROGRAMMÉES	17
SECTION 7. MEMBRES, PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET FINANCEMENT	19
FISCALITÉ, GOUVERNANCE ET REDISTRIBUTION DES REVENUS DANS UN MONDE EN CRISE	
<i>Grégoire BAKANDEJA WA MPUNGU</i>	21
INTRODUCTION	22
SECTION 1. UNE FISCALITÉ EFFICACE, GAGE D'UNE MEILLEURE REDISTRIBUTION	
DES REVENUS DANS UN CONTEXTE DE CRISE	24
§ 1. <i>La redistribution des revenus.</i>	25
§ 2. <i>Les principaux types de transferts de revenus</i>	25
A. <i>Transferts économiques</i>	25
B. <i>Transferts sociaux.</i>	25
§ 3. <i>Que penser de la redistribution et de son utilité ?</i>	26
A. <i>L'opinion sur la redistribution</i>	26
B. <i>L'utilité de la redistribution</i>	26
1. <i>Quels sont les principaux objectifs sociaux</i>	
<i>de la redistribution ?</i>	26
2. <i>Quels sont les objectifs économiques de la redistribution</i>	
<i>des revenus ?</i>	27
3. <i>Dans quel sens va la redistribution</i>	28
SECTION 2. NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE RATIONNELLE DE REDISTRIBUTION	
DES REVENUS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	29
§ 1. <i>Renversement des tendances pour l'efficacité des mécanismes</i>	
<i>de redistribution des revenus</i>	30
A. <i>La renaissance de la culture de l'impôt</i>	30

B. <i>Le bannissement des pratiques de prédation dans la gestion des finances publiques</i>	31
1. Les conditions de la bonne gouvernance : la construction d'un État de droit et démocratique	31
2. Une mise en œuvre laborieuse des conditions de la bonne gouvernance.	33
C. <i>La mise en place des stratégies d'amélioration de la qualité de gouvernance financière en vue d'une meilleure redistribution des revenus</i>	35
§ 2. <i>Éthique et responsabilité du pouvoir politique</i>	35
A. <i>Qualités morales et éthiques fondamentales</i>	36
B. <i>Qualités nécessaires à l'action politique</i>	36
C. <i>L'éthique de la responsabilité : concilier principes et pragmatisme</i>	37
D. <i>Effets de l'éthique sur la gouvernance</i>	37
SECTION 3. LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	38
§ 1. <i>La répression de la délinquance financière</i>	38
A. <i>L'urgence et la nécessité de combler les lacunes des lois financières en vigueur</i>	39
B. <i>L'incrimination de l'ingérence des fonctionnaires dans les affaires soumises à leur contrôle ou surveillance</i>	40
§ 2. <i>L'application stricte des lois en matière de protection des deniers publics</i> . .	40
A. <i>La répression de la corruption et des détournements de deniers publics</i> . .	40
B. <i>La lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption</i>	41
1. Définition du blanchiment de capitaux	41
2. La coopération internationale de lutte contre la délinquance financière	42
a) <i>L'inefficacité des mécanismes de lutte contre les actes de prévarication</i>	43
3. La difficile mise en œuvre du dispositif de lutte contre les actes de prédation en matière financière	43
a) <i>Un système fiscal favorisant les actes de prédation</i>	43
b) <i>Une réforme douanière à encourager pour limiter la fraude</i> . .	44
4. L'intégration du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et du financement du terrorisme en droit interne congolais	46
a) <i>Le processus régional de mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux</i>	47
5. Le bilan mitigé dans le processus de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	47
a) <i>La nécessité de la répression face à une menace existentielle</i>	49
b) <i>Propositions de solutions</i>	50
CONCLUSION	54

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE SUR LES ACTIVITÉS NUMÉRIQUES – ÉVOLUTIONS RÉCENTES
EN EUROPE ET EN AFRIQUE

<i>Trésor-Gauthier M. KALONJI</i>	55
INTRODUCTION	56
SECTION 1. CADRE CONCEPTUEL ET PRÉCISIONS SÉMANTIQUES : ÉVASION, FRAUDE ET OPTIMISATION FISCALES.	58
§ 1. <i>Évasion fiscale</i>	59
§ 2. <i>Fraude fiscale</i>	60
§ 3. <i>Optimisation fiscale</i>	62
SECTION 2. PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES : CAS DES ACTIVITÉS NUMÉRIQUES DES ENTREPRISES MULTINATIONALES	64
§ 1. <i>Solutions à l'échelle mondiale : de l'action 1 BEPS à l'accord global sur la fiscalité des multinationales</i>	65
§ 2. <i>Solutions à l'échelle européenne : politique fiscale de l'Union européenne dans le domaine de l'économie numérique</i>	69
§ 3. <i>Solutions à l'échelle africaine : mise en œuvre de quelques taxes sur les services numériques</i>	71
L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS FISCAUX : INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES EN AFRIQUE	
<i>Thierry OBRIST et David ZRA</i>	77
INTRODUCTION	78
SECTION 1. LA PROBLÉMATIQUE DES FLUX FINANCIERS ILLICITES EN AFRIQUE	80
SECTION 2. CADRE JURIDIQUE DE L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS FISCAUX	81
§ 1. <i>Acteurs principaux en matière d'échange de renseignements fiscaux</i>	81
§ 2. <i>Instruments pertinents d'échange de renseignements fiscaux</i>	83
§ 3. <i>Typologies d'échange de renseignements fiscaux</i>	86
SECTION 3. DYNAMIQUE DE L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS EN AFRIQUE	90
§ 1. <i>Une adhésion croissante des États africains aux instruments de transparence fiscale</i>	90
§ 2. <i>Impact concret de l'échange de renseignements sur la transparence fiscale en Afrique</i>	95
SECTION 4. DÉFIS STRUCTURELS ET OPÉRATIONNELS D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS EN AFRIQUE	94
CONCLUSION	96
LES FLUX EURO-AFRICAINS EN CRYPTO-ACTIFS ET LE SYSTÈME FISCAL INTERNATIONAL	
<i>Pablo GUÉDON</i>	101
SECTION 1. LA QUESTION DE L'ADÉQUATION DES RÈGLES FISCALES.	102
§ 1. <i>L'économie numérique et les limites du droit fiscal international</i>	103
§ 2. <i>La rupture opérée par la blockchain et les crypto-actifs</i>	106
SECTION 2. LA QUESTION DU RESPECT DES RÈGLES FISCALES	108
§ 1. <i>La réponse de l'OCDE</i>	109
§ 2. <i>La réponse de l'Union européenne</i>	111

LA DÉMOCRATISATION DE L'ACCÈS AUX PAIEMENTS ET AUX SERVICES BANCAIRES EN AFRIQUE <i>Tonssira Myriam Corine SANOU</i>	115
SECTION 1. LA DÉTENTION D'UN COMPTE BANCAIRE	118
§ 1. <i>Le droit au compte bancaire</i>	119
§ 2. <i>L'inclusion bancaire de certaines catégories de la population</i>	121
SECTION 2. UNE LÉGISLATION FAVORABLE AUX INNOVATIONS	124
§ 1. <i>La monnaie électronique et les services de mobile money</i>	125
§ 2. <i>L'interconnexion des systèmes</i>	128
SECTION 3. LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR DES SERVICES BANCAIRES	131
§ 1. <i>Le dispositif réglementaire et institutionnel</i>	131
§ 2. <i>Les principes de protection du consommateur</i>	133
LA DÉMOCRATISATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES BANCAIRES EN AFRIQUE : UNE LECTURE GENRÉE <i>Viviane ONDOUA BIWOLÉ</i>	139
INTRODUCTION	139
SECTION 1. LE DÉBAT THÉORIQUE SUR LA FAIBLE INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES . .	141
SECTION 2. L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE NATURE EXPLORATOIRE	142
SECTION 3. RÉSULTATS	143
§ 1. <i>L'état réel de l'accès des femmes aux services bancaires en Afrique</i>	143
A. <i>Différentes vulnérabilités des femmes vis-à-vis de l'inclusion financière</i>	144
B. <i>État des lieux de l'accès aux paiements et services bancaires en Afrique</i>	146
C. <i>Statistiques d'inclusion financière avec le mobile money</i>	148
§ 2. <i>Les mécanismes et les dispositifs actuels d'inclusion financière facilitant l'accès des femmes aux services bancaires</i>	149
CONCLUSION	152
LE MICROCRÉDIT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE <i>Gérard BLANC</i>	155
SECTION 1. LES INSTRUMENTS JURIDIQUES DU MICROCRÉDIT	156
§ 1. <i>La tontine</i>	156
§ 2. <i>Les traits communs du microcrédit</i>	158
§ 3. <i>Le statut juridique des établissements de microfinance</i>	160
A. <i>Les formes juridiques traditionnelles d'EMF</i>	160
B. <i>L'extension de la microfinance aux sociétés de capitaux privés</i>	162
SECTION 2. ESQUISSE D'UN BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE DU MICROCRÉDIT	162

LA COOPÉRATION JUDICIAIRE POUR LE RECOURS ET LA RESTITUTION DES AVOIRS
MAL ACQUIS ET AUTRES BIENS ILLICITES

<i>Mohamed Mahmoud MOHAMED SALAH</i>	165
--	-----

SECTION 1. UNE COOPÉRATION STIMULÉE PAR L'INTÉRÊT CROISSANT

DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR LA RESTITUTION

DES AVOIRS ILLICITES AUX PAYS D'ORIGINE.	166
--	-----

§ 1. Une coopération prévue et aménagée par une multitude de conventions internationales	166
---	-----

§ 2. Une coopération matérialisée par les dispositions de plusieurs législations nationales et par des accords bilatéraux	168
--	-----

SECTION 2. UNE COOPÉRATION DONT L'EFFICACITÉ EST ENCORE ENTRAVÉE

PAR DE NOMBREUX OBSTACLES	171
-------------------------------------	-----

§ 1. Les obstacles objectifs	171
--	-----

§ 2. Les obstacles liés à l'engagement inégal des États dans la lutte contre les flux illicites	173
--	-----

DU SOUPÇON À LA CONFISCATION : L'ÉLABORATION DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE
RELATIVE AUX « BIENS ET AVOIRS ILLICITES »

<i>Frédérique CHIFFLOT BOURGEOIS</i>	175
--	-----

SECTION 1. LA DÉFINITION DE L'ILLICITE	176
--	-----

§ 1. L'apport des traités multilatéraux et des conventions internationales	176
--	-----

A. L'illicite en droit international	176
--	-----

B. L'illicite en matière de criminalité transnationale et de corruption.	177
--	-----

§ 2. L'illicite en droit interne français : les textes applicables	178
--	-----

A. Le Code pénal	179
----------------------------	-----

1. Le blanchiment : articles 324-1 à 324-6-1 du Code pénal	179
--	-----

2. Le délit de trafic d'influence : articles 432-1 et 433-1 du Code pénal	180
--	-----

3. Le délit de corruption : article 439-9 du Code pénal	180
---	-----

B. Le Code monétaire et financier	180
---	-----

C. Précisions	180
-------------------------	-----

SECTION 2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA LUTTE CONTRE LES TRANSACTIONS ILLICITES	181
---	-----

§ 1. Les autorités de régulation et d'enquête.	181
--	-----

§ 2. Les banques et les établissements financiers.	182
--	-----

§ 3. Autres personnes assujetties aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	182
---	-----

§ 4. Une protection qui peut prendre fin : les immunités de juridiction et d'exécution	183
---	-----

§ 5. Déroulement d'une affaire : du soupçon à la condamnation et à la confiscation	185
---	-----

A. Première phase : l'analyse des agissements.	185
--	-----

B. Deuxième phase : la saisine des autorités judiciaires	186
--	-----

C. La troisième et dernière phase : le jugement des faits qui sont reprochés	187
---	-----

SECTION 3. APPLICATIONS JURISPRUDENTIELLES PAR LA COUR DE CASSATION	
ET LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	187
§ 1. Banque, bourse, abus de confiance – responsabilité bancaire – arrêt prononcé le 19 mars 2014 – Cour de cassation – pourvoi n° 12-87.416 – Chambre criminelle	188
§ 2. Immunité parlementaire – détournements de fonds publics par une personne dépositaire de l'autorité publique, séparation des pouvoirs	189
A. La prescription de l'action publique en matière correctionnelle	190
B. Immunité de juridiction et séparation des pouvoirs	192
C. Le montant des dommages et intérêts sollicités	194
§ 3. Délit de corruption, trafic d'influence, violation de secret professionnel et atteinte à l'autorité de l'État	194
§ 4. Étendue des pouvoirs conférés à une autorité de contrôle : autorité des marchés financiers	195
§ 5. Immunité de juridiction – questions pénales – Guinée équatoriale – France . .	196
A. Faits et questions soulevées	196
B. Double procédure	197
C. Procédure en France devant les juridictions pénales	198
D. Procédure devant la Cour internationale de justice	200
SECTION 4. LA RESTITUTION DES BIENS SAISIS	202
§ 1. Textes législatifs	202
§ 2. Liste des biens saisissables	203
§ 3. Négociations et signature d'un accord entre États	203
CONCLUSION	204
LA RESTITUTION DE BIENS MAL ACQUIS : ANALYSE DE L'APPROCHE SUISSE	
<i>Nadja CAPUS et Stefan MBIYAVANGA</i>	205
INTRODUCTION	205
SECTION 1. L'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE	209
SECTION 2. LE PROCÈS PÉNAL SUISSE	212
SECTION 3. LA LOI FÉDÉRALE SUR LES VALEURS PATRIMONIALES D'ORIGINE ILLICITE (LVP).	215
§ 1. Contexte d'adoption et portée normative	215
§ 2. Blocage de valeurs patrimoniales : articulation et portée	217
§ 3. Confiscation de valeurs patrimoniales : présomption et charge de la preuve . .	218
SECTION 4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES : VERS UNE RESTITUTION PLUS COHÉRENTE ET EFFECTIVE	219
RÉGULATION DES ACTEURS FINANCIERS ET PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS : LE CAS DE LA RÉGULATION DU SECTEUR FINANCIER EN AFRIQUE CENTRALE	
<i>Yvette Rachel KALIEU ELONGO</i>	223
INTRODUCTION	223
SECTION 1. L'INTEROPÉRABILITÉ COMME MOYEN DE RÉGULATION DES PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS DANS LA CEMAC.	227

SECTION 2. LES MODALITÉS DE L'INTEROPÉRABILITÉ DES PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS DANS LA CEMAC	230
SECTION 3. LA PLATEFORME GIMACPAY : UN EXEMPLE D'INTEROPÉRABILITÉ DES PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS EN ZONE CEMAC.	231
CONCLUSION	232
LES NON-EUROPÉENS ONT-ILS DROIT À OUVRIR UN COMPTE BANCAIRE :	
LE CAS DE LA BELGIQUE	
<i>André-Pierre ANDRÉ-DUMONT</i>	233
SECTION 1. DROIT AU COMPTE D'UN CONSOMMATEUR	234
§ 1. Régime de la directive	236
§ 2. Régime organisé dans le Code belge de droit économique	239
SECTION 2. DROIT AU COMPTE D'UNE ENTREPRISE ET D'UNE MISSION DIPLOMATIQUE	243
SECTION 3. CONSIDÉRATIONS FINALES	248
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	
LA RÉGULATION DES FLUX FINANCIERS DANS LE CONTEXTE EURO-AFRICAÏN : ACQUIS, LIMITES ET DÉFIS DANS UN CONTEXTE EN PROFONDE MUTATION POLITIQUE ET TECHNOLOGIQUE	
<i>Edoardo TRAVERSA</i>	251
SECTION 1. DES ENJEUX DE LA RÉGULATION DES FLUX FINANCIERS EN EUROPE ET EN AFRIQUE	252
§ 1. Un enjeu de développement économique	253
§ 2. Un enjeu d'inclusion financière et d'émancipation sociale.	254
§ 3. Un enjeu de probité et d'efficacité des autorités publiques	254
§ 4. Un enjeu de stabilité et de sécurité internationales	255
SECTION 2. UN CADRE JURIDIQUE VOLUMINEUX, DISPARATE ET PARFOIS EXCESSIF.	256
§ 1. Une prolifération rapide et peu coordonnée des normes en Europe.	256
§ 2. Une hétérogénéité normative persistante en Afrique.	259
SECTION 3. UN CADRE JURIDIQUE LACUNAIRE OU INSUFFISAMMENT EFFECTIF.	260
§ 1. Les acquis et les limites juridiques de la répression des flux financiers illicites	260
§ 2. Les insuffisances de l'effectivité des règles internationales en matière fiscale, notamment en matière d'échange d'informations	261
§ 3. Les acquis et les lacunes en matière d'accès aux services bancaires de base	262
§ 4. La régulation inadaptée de la microfinance	264
SECTION 4. UN CADRE JURIDIQUE À MODERNISER	264
§ 1. Vers une meilleure articulation entre sécurité financière et développement.	265
§ 2. Le renforcement de la coopération entre États, mais aussi entre acteurs publics et privés.	265
§ 3. L'intégration des évolutions technologiques et numériques	267
§ 4. La facilitation des transferts de fonds et la promotion de l'inclusion financière	268
§ 5. Un dialogue institutionnel euro-africain renouvelé	268
CONCLUSION	269